

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/60/Suppl.1**

**G/SCM/W/69/Suppl.1**

22 novembre 1995

(95-3654)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES SUPPLEMENTAIRES DES ETATS-UNIS AUX QUESTIONS POSEES  
PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES<sup>1</sup> CONCERNANT LES  
NOTIFICATIONS, PAR LES ETATS-UNIS, DE LEURS LOIS  
ET REGLEMENTATIONS<sup>2</sup> AU TITRE DES  
ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Le Cabinet du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 novembre 1995.

Dispositions relatives aux droits compensateurs

Dans un premier temps, les Communautés européennes ont posé une série de questions touchant l'article 701 d) de la Loi tarifaire qui concerne le traitement des consortiums internationaux. Les Etats-Unis ont répondu à deux des questions posées, mais ont demandé des précisions concernant la troisième question ainsi libellée: "Les productions réalisées aux Etats-Unis seront-elles également prises en compte aux fins du calcul cumulatif?"

Ayant maintenant reçu certaines précisions à ce sujet des Communautés européennes, nous pensons que la question comporte deux parties: 1) Comment les Etats-Unis distinguent-ils entre les subventions perçues par les sociétés multinationales, dont des établissements sis dans des pays différents produisent le même produit? et 2) Comment les Etats-Unis traitent-ils les subventions accordées par eux et qui peuvent être imputables à des marchandises importées?

Sur le premier point, s'agissant de ce que l'on appelle parfois la "question du dénominateur", la Loi tarifaire, y compris son article 701 d), ne prescrit aucune règle expresse concernant la répartition des subventions, mais le Département du commerce étudie actuellement cette question dans le cadre du processus d'élaboration des règles qui est en cours.

S'agissant du deuxième point, les subventions accordées par les Etats-Unis qui peuvent être imputables à des marchandises importées ne peuvent faire l'objet de droits compensateurs. Cela s'ensuit de l'article 701 a) et de l'article 771 3) de la Loi tarifaire. Selon le premier de ces articles, une subvention doit être accordée par le "gouvernement d'un pays ou un organisme public sis sur le territoire d'un pays". Quant à l'article 771 3), il définit le terme "pays" par l'expression "pays étranger".

---

<sup>1</sup>G/ADP/W/46-G/SCM/W/54.

<sup>2</sup>G/ADP/N/1/USA/1-G/SCM/N/1/USA/1, plus Corr.1 et Suppl.1.